

**Transports** Le collectif nancéien veut le libre accès au transport en commun et la gratuité

# Pour les bus et trams libres

APRÈS L'AUTO-LIB et le Vé-Lib, va-t-on voir apparaître le bus et le tram-lib ? C'est en tout cas le rêve des participants de l'association au nom très transparent, « Collectif nancéien pour une régie publique des transports en commun et un accès gratuit ». Il rassemble selon ses organisateurs une quinzaine de syndicats, d'organismes, d'élus et d'associations...

L'élément d'actualité, c'est la mise en vigueur depuis le début de l'année du nouveau contrat de délégation de service public, renouvelé à Véolia, qui aura pour effet de restructurer tout le réseau en 2013.

## Moins de service public

Bien entendu, le collectif ne décolère pas, car le résultat s'éloigne de ses vœux. Pas plus question de gratuité que de régie publique. On va même dans le sens inverse, selon lui. « Soi-disant, le Grand Nancy a bien négocié

et permis d'économiser 5 millions d'euros par an sur le coût des transports en commun, soit 35 m€ au lieu de 40 », explique Noël Le Monnier. « En réalité, ça se traduira par moins de service public. Par ailleurs, on a confié à Véolia le soin d'améliorer le réseau et de le restructurer. Or, Véolia a surtout des intérêts comptables et financiers. Il aurait fallu commencer par une enquête sur les ménages et auprès des entreprises et des salariés avant, pour connaître les besoins réels de la population et commencer à les satisfaire. On le fera bien, mais après ! il faut renverser les priorités : si une ligne est déficitaire en usagers, il vaut mieux se demander comment mieux les attirer que de supprimer le service... À Laneuveville, la restructuration va conduire à arrêter le bus à haut cadencement au début du village. »

L'autre aspect du combat du collectif est la gratuité. « Attention, nous ne som-



■ Les membres du collectif veulent des transports en commun libres d'accès

Photo Pierre MATHIS

mes pas naïfs. Le coût des transports en commun devra se retrouver dans les impôts. Mais c'est déjà en grande partie le cas, puisque les subventions publiques couvrent déjà 70 % des frais. En

revanche, on assistera à une augmentation très importante des utilisateurs. Autant de gagné contre la pollution, avec la diminution des embouteillages... »

Et argument de poids : « A

Châtelleraut, ville UMP, les élus d'abord hostiles sont maintenant ravis. Le libre accès est devenu un atout pour attirer les entreprises... »

Guillaume MAZEAUD